

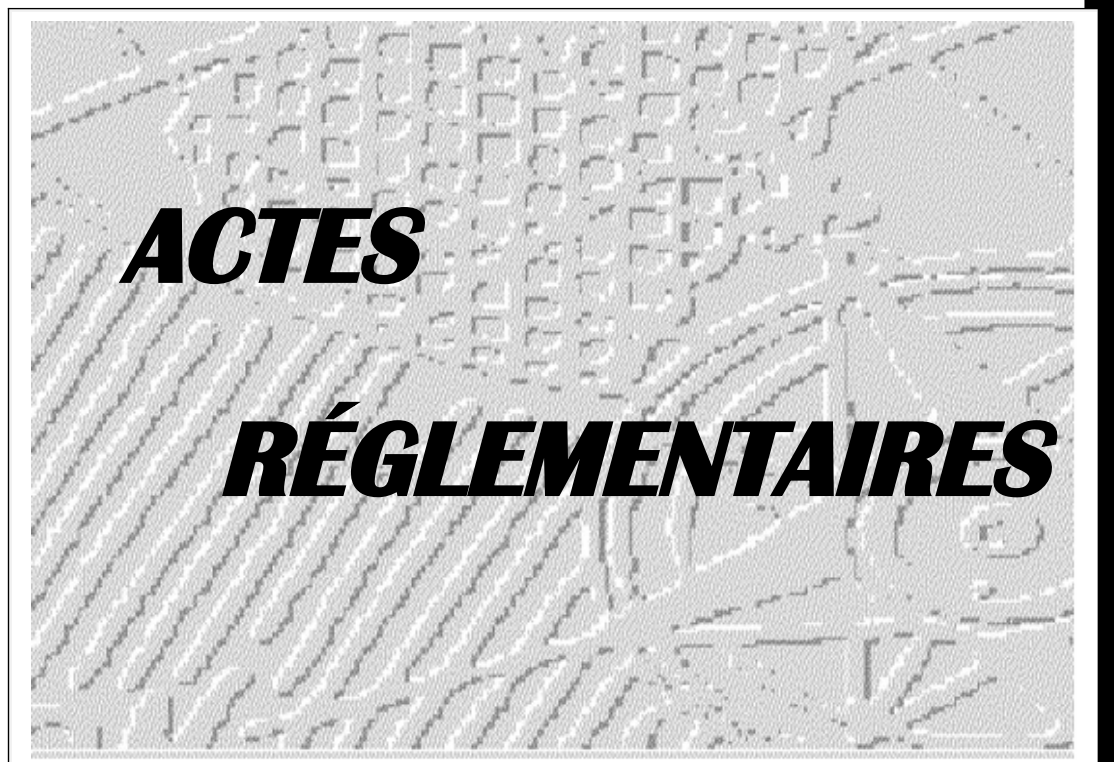


REGION REUNION
www.regionreunion.com



**J
A
N
V
I
E
R

2
0
2
5**



Madame Huguette BELLO, Présidente du Conseil Régional

Mis en ligne sur le site internet du Conseil Régional le 31 janvier 2025

www.regionreunion.com

Sommaire des arrêtés

1 - ARRÊTÉ DAJCP N° 25000027.....
PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR GUILLAUME BRANLAT, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT ROUTES ET DÉPLACEMENTS

2 - ARRÊTÉ DAJCP N° 25000230.....
PORTANT DÉSIGNATION DE MONSIEUR DAVID LAURENT MICHEL WONG-YIN-KI, DIRECTEUR PROGRAMMES EUROPÉENS EN QUALITÉ DE « LEGAL ENTITY APPOINTED REPRESENTATIVE » (LEAR) DANS LE CADRE DE LA PARTICIPATION DE LA RÉGION RÉUNION AUX APPELS D'OFFRES ET AUX PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE

3 - ARRÊTÉ DAJCP N° 25000288.....
PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTION À MME STÉPHANIE POINY TOPLAN, CONSEILLÈRE RÉGIONALE

4 - ARRÊTÉ DAJCP N° 25000289.....
PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTION À MME PATRICIA PROFIL, CONSEILLÈRE RÉGIONALE

5 - ARRÊTÉ DAJCP N° 25000342.....
PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR FRÉDÉRIC MAILLOT, CONSEILLER RÉGIONAL

ARRETE DAJCP N° 2500027

PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

**à Monsieur Guillaume BRANLAT
Directeur Général Adjoint Routes et Déplacements**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL,

- VU** Le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.4231-3 ;
- VU** La délibération de l'Assemblée Plénière n° 20210005 du 02 juillet 2021 relative à l'élection de la Présidente du Conseil Régional ;
- VU** La délibération de l'Assemblée Plénière n° 20210007 du 02 juillet 2021 relative aux délégations de compétence à la Présidente du Conseil Régional ;
- VU** La délibération de l'Assemblée Plénière n° 2024-0012 du 28 mars 2024 relative à l'ajustement des délégations de compétence du Conseil Régional à la Commission Permanente ;
- VU** La délibération de l'Assemblée Plénière n° 2024-0013 du 28 mars 2024 relative à l'ajustement des délégations de compétence du Conseil Régional à la Présidente du Conseil Régional ;
- VU** La note DRH n° 2025/03 en date du 08 janvier 2025 portant nomination de Monsieur Guillaume BRANLAT en qualité de Directeur Général Adjoint Routes et Déplacements, à compter du 1^{er} février 2025 ;

Considérant que pour le bon fonctionnement de l'administration de la Région Réunion, il est nécessaire de donner délégation de signature à Monsieur Guillaume BRANLAT, dans les domaines détaillés ci-dessous.

ARRETE :

Article 1 : Délégation est donnée à Monsieur Guillaume BRANLAT pour signer dans la limite des attributions de la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements les décisions prises en application des délibérations des organes délibérants de la Région Réunion comme dans le cadre de l'exercice des pouvoirs propres de la Présidente du Conseil Régional, dans les conditions ci-dessous définies :

I. Administration générale de la direction

- tous les actes relatifs à la gestion administrative à l'exception de ceux délégués aux directeurs et directrices rattachés à la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements (tous courriers notamment ceux liés à l'instruction des dossiers, bordereaux de transmission ou d'envoi de pièces...);

- les actes de mise en œuvre opérationnelle des décisions prises (de collectivité à l'exception de ceux délégués aux directeurs et directrices rattachés à la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements ;
- les ampliations des actes administratifs à l'exception de celles déléguées aux directeurs et directrices rattachés à la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements ;
- les décisions afférentes à l'exécution des conventions et arrêtés à l'exception de celles déléguées aux directeurs et directrices rattachés à la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements ;
- les attestations de dépenses à l'exception de celles déléguées aux directeurs et directrices rattachés à la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements ;
- les certifications du service fait à l'exception de celles déléguées aux directeurs et directrices rattachés à la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements ;
- les liquidations des dépenses et les liquidations des créances (titres de recettes) à l'exception de celles déléguées aux directeurs et directrices rattachés à la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements.

II. Gestion du personnel placé sous l'autorité directe du Directeur de la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements

- les décisions individuelles des agents (congrés, compte épargne temps, bulletin d'inscription à des formations...)

III. Routes et transport

- les actes d'exécution afférents à l'acquisition du foncier pour la réalisation de projets régionaux dans les conditions fixées par l'organe délibérant (par voie amiable ou par voie d'expropriation) ;
- les décisions de consignation, de déconsignation et fixation d'indemnité ;
- la mise en œuvre des décisions de sollicitation auprès des autorités compétentes des autorisations, des déclarations ou de tous documents spécifiques et nécessaires à la mise en place de certaines installations soumises à une législation spécifique pour la réalisation des projets régionaux de la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements (ex loi sur l'eau, ...) ;
- la mise en œuvre des décisions relatives à la mise en œuvre des procédures prévues par le code de l'environnement, de l'urbanisme ou autres nécessaires à la réalisation des projets régionaux de la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements de la Région ;
- les décisions relatives à la mise en œuvre de la procédure d'occupation temporaire des propriétés privées pour la réalisation afférentes aux projets régionaux de la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements ;
- les actes d'exécution des décisions relatives au périmètre de la déclaration d'utilité publique relatifs aux projets de la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements (pistes de chantiers, d'installations de chantier de sondage ...) ;
- les actes d'exécution des décisions relatives à la mise en œuvre des procédures permettant la mise en compatibilité d'un document d'urbanisme indispensable à la réalisation des projets de la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements (mise en compatibilité du SAR, procédure de PIG...) ;
- les actes et décisions afférentes à l'aménagement de voiries sous la responsabilité régionale (pistes forestières, pistes cyclables, voies bus ...) ;

- les lettres de saisine des autorités compétentes en vue de recueillir les actes d'occupation du domaine public routier lorsque la réglementation
- les décisions de police administrative (arrêté de circulation, arrêté de fermeture, basculement...) à l'exception de celles déléguées aux directeurs et directrices rattachés à la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements ;
- les actes de gestion du domaine public (permission de voirie, permis de stationnement, autorisation d'occupation temporaire, convention d'occupation du domaine, etc.) ;
- les actes de gestion relatifs au transport routier non urbain ensemble le transport des élèves et étudiants extras muros (convention de délégation ...) ;
- les décisions concernant l'établissement, l'entretien et la réparation d'ouvrages appartenant à des tiers et situés dans l'emprise des routes régionales.

IV. Commande publique

1. Passation et exécution des marchés, bons de commande et des accords-cadres inférieurs ou égaux à 40 000 € HT relevant des services de la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements :

- toutes décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- les décisions de déclaration sans suite et d'infructuosité ;
- les décisions de rejet d'une offre comme irrégulière, inacceptable ou inappropriée ;
- les décisions de rejet d'une offre comme anormalement basse ;
- les lettres de rejet des offres non retenues ;
- la signature des marchés et accords-cadres, y compris DC4 joints à l'offre retenue ;
- la signature des lettres de commandes ;
- la signature d'un bon de commande dont le montant est inférieur ou égal à 40 000 € HT ;
- les marchés subséquents suivant accord cadre inférieur ou égal à 40 000 € HT ;
- les modifications lorsqu'elles n'augmentent pas le montant initial du marché de plus de 50 %, lorsque les crédits sont prévus au budget et lorsque le montant du marché modifié ne dépasse pas 40 000 € HT ;
- la validation préalable des ordres de service émis par le maître d'œuvre ou par les services entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants.

Ces décisions devront être prises conformément aux procédures internes d'achat définies par la collectivité.

2. Les actes d'exécution des marchés et accords-cadres supérieurs à 40 000 € HT relevant des services de la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements à l'exception de ceux délégués aux directeurs rattachés à la Direction Générale Adjointe Routes et Déplacements :

- l'agrément des sous-traitants (actes spéciaux de sous-traitances en cours d'exécution du marché) ;
- les ordres de service et leurs notifications ;
- la libération de la retenue de garantie ;
- les PV de réception, les décisions de réception des travaux ;
- les décisions d'admission des services ;
- les décisions d'admission avec réfaction ;
- les décisions d'ajournement ;
- le décompte général ;
- les décisions relatives aux garanties à première demande ;
- les décisions relatives aux cessions de créances ;
- les lettres demandant au titulaire du marché de fournir tous les six mois les pièces mentionnées à l'article D8222-5 du code du travail

- les certificats de cessibilité des créances ;
- la levée de réserves.

Envoyé en préfecture le 30/01/2025

Reçu en préfecture le 30/01/2025

Publié le 31/01/2025

ID : 974-239740012-20250123-DAJCP25000027-AI



- Article 2 :** La présente délégation de signature peut s'exercer sous format papier ou électronique.
- Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guillaume BRANLAT, la délégation de signature est donnée à Monsieur John GANGNANT, Directeur Général des Services par intérim.
- Article 4 :** Les délégations de signature accordées ci-dessus s'exercent sous la surveillance et sous la responsabilité de la Présidente du Conseil Régional.
- Article 5 :** Conformément aux dispositions réglementaires, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de la Réunion, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.
- Article 6 :** La Présidente du Conseil Régional est chargée de l'exécution du présent arrêté qui, après transmission au représentant de l'État, sera mis en ligne sur le site internet de la Région Réunion www.regionreunion.com.

Fait à Saint-Denis, le 13 JAN. 2025

La Présidente,

Notifié le :

Monsieur Guillaume BRANLAT

Directeur Général Adjoint Routes et Déplacements

ARRETE DAJCP N° 25000230

**Portant désignation de Monsieur David Laurent Michel WONG-YIN-KI,
Directeur Programmes Européens en qualité
de "legal entity appointed representative" (LEAR) dans le cadre de la participation de la
région Réunion aux appels d'offres et aux programmes financés par l'Union Européenne**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL

- Vu** Le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** La délibération du Conseil régional en date du 02 juillet 2021 désignant Madame Huguette BELLO en qualité de Présidente du Conseil Régional ;
- Vu** La délibération de l'Assemblée Plénière DAP2021_0007 du 02 juillet 2021 relative aux délégations de compétences à la Présidente du Conseil Régional ;
- Vu** La délibération de l'Assemblée Plénière DAP2021_0008 du 02 juillet 2021 relative aux délégations de compétences à la Présidente du Conseil Régional : aides économiques ;
- Vu** La délibération de l'Assemblée Plénière n°2024-0013 du 28 mars 2024 relative à l'ajustement des délégations de compétence du Conseil Régional à la Présidente du Conseil Régional ;

ARRETE

Article 1 : Monsieur David Laurent Michel WONG-YIN-KI est désigné en qualité de "legal entity appointed representative" (LEAR) dans le cadre de la participation de la région Réunion aux appels d'offres et aux programmes financés par l'Union Européenne.

Article 2 : A ce titre, Monsieur David Laurent Michel WONG-YIN-KI est nommé pour gérer sur le portail «Funding & Tenders Portal», les rôles et droits d'accès des personnes de la collectivité et les informations juridiques et financières liées à la collectivité.
Il désignera également les représentants habilités à signer électroniquement les conventions de subvention, les avenants, les états financiers et tous les actes y afférents.

Article 3 : La Présidente du Conseil Régional est chargée de l'exécution du présent arrêté qui, après transmission au représentant de l'État, sera mis en ligne sur le site internet de la région Réunion www.regionreunion.com.

Sainte-Clotilde, le

30 JAN. 2025

La Présidente du Conseil Régional


Huguette BELLO



Notifié le :

Monsieur David Laurent Michel WONG-YIN-KI

Directeur Programmes Européens





ARRETE DAJCP N° 25000288 .

PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTION A

**MME STÉPHANIE POINY TOPLAN
CONSEILLÈRE RÉGIONALE**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL,

- VU* Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.4231-3 ;
- VU* La délibération de l'Assemblée Plénière DAP2021_0007 du 02 juillet 2021 relative aux délégations de compétences à la Présidente du Conseil Régional ;
- VU* La délibération de l'Assemblée Plénière DAP2021_0008 du 02 juillet 2021 relative aux délégations de compétences à la Présidente du Conseil Régional : aides économiques ;
- VU* La délibération de l'Assemblée Plénière n°2024-0012 du 28 mars 2024 relative à l'ajustement des délégations du Conseil Régional à la Commission Permanente ;
- VU* La délibération de l'Assemblée Plénière n°2024-0013 du 28 mars 2024 relative à l'ajustement des délégations de compétence du Conseil Régional à la Présidente du Conseil Régional ;
- VU* L'arrêté DAJM n° 21006723 du 20 août 2021 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie POINY TOPLAN, conseillère régionale ;

Considérant L'élection de Madame la Présidente du Conseil Régional par l'Assemblée Plénière lors de sa séance du 02 juillet 2021,

ARRETE :

Article 1 : Sous la surveillance et la responsabilité de Madame la Présidente, il est accordé une délégation de fonction à Madame Stéphanie POINY TOPLAN, conseillère régionale, dans le domaine suivant :

➤ **Lutte contre les discriminations**

- Article 2 :** La délégation de fonction consentie à Madame Stéphanie POINY TOPLAN est faite conformément aux textes en vigueur. S'agissant d'une délégation de fonction, elle lui permet notamment de prendre des initiatives nécessaires à la bonne efficacité des actions du Conseil Régional. Madame La Présidente en est tenue informée en permanence.
- Article 3 :** L'arrêté DAJM n° 21006723 du 20 août 2021 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie POINY TOPLAN, Conseillère Régionale est abrogé.
- Article 4 :** La Présidente du Conseil Régional est chargée de l'exécution du présent arrêté qui, après transmission au représentant de l'Etat, sera mis en ligne sur le site internet de la Région Réunion www.regionreunion.com.

Fait à Saint-Denis, le

29 JAN. 2025

La Présidente,
Huguette BELLO



Notifié le : 29 JAN. 2025

Signature de :
Madame Stéphanie POINY TOPLAN,
Conseillère Régionale





ARRETE DAJCP N° 25000289

PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTION A

**MME PATRICIA PROFIL
CONSEILLÈRE RÉGIONALE**

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL,

- VU* Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.4231-3 ;
- VU* La délibération de l'Assemblée Plénière DAP2021_0007 du 02 juillet 2021 relative aux délégations de compétences à la Présidente du Conseil Régional ;
- VU* La délibération de l'Assemblée Plénière DAP2021_0008 du 02 juillet 2021 relative aux délégations de compétences à la Présidente du Conseil Régional : aides économiques ;
- VU* La délibération de l'Assemblée Plénière n°2024-0012 du 28 mars 2024 relative à l'ajustement des délégations du Conseil Régional à la Commission Permanente ;
- VU* La délibération de l'Assemblée Plénière n°2024-0013 du 28 mars 2024 relative à l'ajustement des délégations de compétence du Conseil Régional à la Présidente du Conseil Régional ;
- VU* L'arrêté DAJM n° 22008290 du 03 janvier 2023 portant délégation de fonction à Madame Patricia PROFIL, conseillère régionale ;

Considérant L'élection de Madame la Présidente du Conseil Régional par l'Assemblée Plénière lors de sa séance du 02 juillet 2021,

ARRETE :

Article 1 : Sous la surveillance et la responsabilité de Madame la Présidente, il est accordé une délégation de fonction à Madame Patricia PROFIL, conseillère régionale, dans les domaines suivants :

- **Coopération régionale en matière sportive et culturelle**
- **Sport**
- **Affaires culturelles**

Article 2 : La délégation de fonction consentie à Madame Patricia PROFIL est faite conformément aux textes en vigueur. S'agissant d'une délégation de fonction, elle lui permet notamment de prendre des initiatives nécessaires à la bonne efficacité des actions du Conseil Régional. Madame La Présidente en est tenue informée en permanence.

Article 3 : L'arrêté DAJM n° 22008290 du 03 janvier 2023 portant délégation de fonction à Madame Patricia PROFIL, conseillère régionale est abrogé.

Article 4 : La Présidente du Conseil Régional est chargée de l'exécution du présent arrêté qui, après transmission au représentant de l'Etat, sera mis en ligne sur le site internet de la Région Réunion www.regionreunion.com.

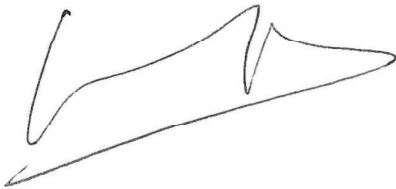
Fait à Saint-Denis, le 29 JAN. 2025

La Présidente,
Huguette BELLO



Notifié le : 29 JAN. 2025

Signature de :
Madame Patricia PROFIL,
Conseillère Régionale



ARRÊTÉ DAJCP N° 25000342

PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

A Monsieur Frédéric MAILLOT
Conseiller régional

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL

- VU* Le code général des collectivités territoriales ;
- VU* La délibération du Conseil Régional en date du 02 juillet 2021 désignant Madame Huguette BELLO en qualité de Présidente du Conseil Régional ;
- Considérant* que Madame la Présidente sera absente lors de la signature de la convention pluriannuelle « Culture justice » 2024 - 2028.

ARRETE :

Article 1 : Sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente, en l'absence de cette dernière, il est accordé une délégation de signature à Monsieur Frédéric MAILLOT, pour et exclusivement :

- signer la convention pluriannuelle « Culture justice » 2024 - 2028.

Article 2 : La Présidente du Conseil Régional est chargée de l'exécution du présent arrêté qui, après transmission au représentant de l'État, sera mis en ligne sur le site internet de la Région Réunion www.regionreunion.com.

Saint-Denis, le 30 JAN. 2025

La Présidente du Conseil Régional

Notifié le :

Monsieur Frédéric MAILLOT
Conseiller Régional



Huguette BELLO